



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA NIÈVRE

Cabinet  
Police administrative  
Tél. 03 86 60 72 11  
Fax : 03 86 60 70 26  
Affaire suivie par Mme MARTIN  
N° 2007-P-*h049*

**ARRETE**

portant autorisation d'utilisation de produits explosifs dès réception  
au bénéfice de la Société SATMA pour la carrière dite « Les Queuldres »  
à Saint-Parize-le-Châtel

Le Préfet de la Nièvre,  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu** le Code de la Défense, notamment son article L 2352-1 ;
- Vu** la loi n° 70-575 du 3 juillet 1970 portant réforme du régime des poudres et substances explosives ;
- Vu** la loi n° 79-519 du 2 juillet 1979 réprimant les défauts de déclaration de disparition de produits explosifs ;
- Vu** le décret n° 81-972 du 21 octobre 1981 relatif au marquage, à la détention, au transport et à l'emploi des produits explosifs, notamment ses articles 9 et 10 ;
- Vu** le décret n° 90-153 du 16 février 1990 portant diverses dispositions relatives au régime des produits explosifs ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 3 mars 1982, relatif au contrôle de l'emploi des produits explosifs en vue d'éviter qu'ils ne soient détournés de leur utilisation normale, notamment ses articles 2 à 4 ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 3 mars 1982 relatif à l'acquisition des produits explosifs ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 12 mars 1993 pris pour l'application des articles 22 et 23 du décret n° 90-153 du 16 février 1990 portant diverses dispositions relatives au régime des produits explosifs ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 13 décembre 2005 modifiant l'arrêté du 12 mars 1993 pris pour l'application des articles 22 et 23 du décret n° 90-153 du 16 février 1990 portant diverses dispositions relatives au régime des produits explosifs ;
- Vu** le règlement général des industries extractives titre « Explosifs » ;
- Vu** le règlement pour le transport des matières dangereuses ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2002-P-2732 du 26 juillet 2002, complété par arrêté n° 2003-P-3078 du 17 octobre 2003, autorisant la Société de Travaux Industriels et Publics Spécialisés (STIPS) à recevoir et à utiliser des explosifs dès réception sur le site de la carrière dite « des Queuldres » à Saint-Parize-le-Châtel (Nièvre) ;

Vu la demande en date du 25 mai 2007 présentée par M. Lionel WEITZ, agissant en qualité de chef d'établissement au sein de la Société Anonyme de Tuyaux Matériaux et Agglomérés (SATMA), dont le siège social est situé 4, rue Aristide Berges, BP 34, à l'ISLE d'ABEAU (38081), visant à obtenir en lieu et place de l'autorisation susvisée, accordée à la société STIPS, l'autorisation de recevoir et utiliser des explosifs dès réception sur le site de la carrière de pierre calcaire qu'il exploite au lieu-dit « Les Queuldres » à Saint-Parize-le-Châtel (Nièvre) ;

Vu l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 6 juillet 2007 ;

Sur proposition du directeur des services du cabinet de la préfecture de la Nièvre ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : La Société Anonyme de Tuyaux Matériaux et Agglomérés (SATMA), représentée par M. Lionel WEITZ, chef d'établissement, est autorisée à recevoir et à utiliser des explosifs dès réception pour l'abattage en grande masse de matériaux calcaires sur le site de la carrière dite « Les Queuldres » sur la commune de Saint-Parize-le-Châtel (Nièvre), exploitée par cette même société.

**Article 2** : La personne responsable de la prise en charge, de la garde, de l'utilisation et de la mise en œuvre des produits explosifs au titre de la présente autorisation est M. Lionel WEITZ.

La présente autorisation n'est valable qu'autant que cette personne nommément désignée assume cette responsabilité au sein de la société SATMA. Toute nouvelle désignation implique qu'une nouvelle demande d'autorisation soit déposée.

**Article 3** : Les quantités maximales de produits explosifs que le bénéficiaire est autorisé à recevoir en une seule expédition sont fixées à :

- . Explosifs : 3 000 kg
- . Détonateurs : 200 unités
- . Cordeau détonant : 600 ml

Le nombre maximum de livraisons autorisées est de 20 expéditions réparties sur une année, à raison d'une expédition par jour.

**Article 4** : Les produits explosifs sont transportés sur le lieu d'emploi par le fournisseur ou un transporteur dûment autorisé à cette fin.

Chaque transport doit donner lieu à l'établissement d'un titre d'accompagnement et est effectué au moyen de véhicules répondant aux prescriptions réglementaires.

**Article 5** : Le transport des produits explosifs depuis le lieu de réception jusqu'au lieu d'utilisation est effectué par le fournisseur des explosifs, dans les conditions fixées au deuxième alinéa de l'article 4 ci-dessus. La livraison a lieu le jour et se fait le plus près possible de l'heure prévue pour le tir.

**Article 6** : Pendant toute la durée du stockage, il est strictement interdit de fumer, de faire du feu et de laisser subsister des matières facilement inflammables à moins de 50 mètres des explosifs.

Les produits explosifs doivent être utilisés au cours de la période journalière d'activité qui suit la livraison. Depuis leur prise en charge jusqu'à leur emploi effectif, y compris pendant leur stockage éventuel à proximité du chantier d'utilisation en attente d'emploi, le bénéficiaire est responsable des mesures à prendre pour garantir la sécurité, la bonne conservation des produits et leur protection contre le vol. Il veille notamment à ce qu'un gardiennage soit assuré en permanence de jour et de nuit.

**Article 7 :** Dans le cas où tous les produits explosifs livrés n'ont pas été consommés dans la période d'activité, les produits non utilisés doivent au terme de ce délai être ramenés au dépôt du fournisseur par véhicules routiers, selon les mêmes conditions administratives qu'à l'aller, sous réserve que ne soit pas dépassée la quantité maximale autorisée par l'arrêté préfectoral se rapportant à ce dépôt.

Si par suite de circonstances exceptionnelles et imprévues, le bénéficiaire dispose sur le chantier de produits explosifs au-delà de la période journalière d'activité, il doit en aviser immédiatement les services de police ou de gendarmerie et prendre toutes mesures utiles pour assurer la protection des produits explosifs contre tout détournement. Le gardiennage permanent sera assuré par les soins de la société. L'emploi, la destruction ou la mise en dépôt des produits ainsi conservés doivent intervenir dans les trois jours.

**Article 8 :** La demande indique que la personne physique responsable désignée à l'article 2, mette elle-même en œuvre les produits explosifs.

Si cette personne ne s'acquitte pas elle-même de la mise en œuvre des produits explosifs ou n'exerce pas une surveillance directe sur cette mise en œuvre, les personnes qui en sont chargées doivent être habilitées à l'emploi des produits explosifs dans les normes prévues à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 3 mars 1982 (contrôle de l'emploi des produits explosifs en vue d'éviter qu'ils ne soient détournés de leur utilisation normale).

**Article 9 :** Le bénéficiaire de la présente autorisation doit tenir un registre de réception et de consommation des produits explosifs. Y sont précisés les coordonnées du fournisseur, l'origine des envois, leurs modalités, l'usage auquel les explosifs sont destinés, les renseignements utiles en matière d'identification, les quantités maximales à utiliser dans une même journée, les modalités de conservation et de protection permanente entre le moment de la réception et celui de l'utilisation, les mesures prévues pour assurer dans les délais convenables le transport et la conservation dans un dépôt des explosifs non utilisés ou leur restitution au fournisseur avec l'accord de celui-ci. Ce registre est présenté à toute requête de l'autorité administrative.

**Article 10 :** La perte, le vol et plus généralement la disparition quelle qu'en soit la cause effective ou supposée, de produits explosifs doivent être déclarés dans les vingt-quatre heures à la gendarmerie ou aux services de police.

La non observation de cette obligation par le responsable ou le préposé est sanctionnée par les peines prévues aux articles 1 et 3 de la loi n° 79-519 du 2 juillet 1979.

**Article 11 :** Sous réserve de l'application de l'article 2 ci-dessus, la présente autorisation est valable jusqu'au 18 juillet 2009.

Elle peut être retirée à tout moment sans mise en demeure ni préavis en application de l'article 12 du décret n° 81-972 du 21 octobre 1981.

**Article 12 :** Les produits explosifs visés à l'article 3 doivent être utilisés conformément aux conditions stipulées par la demande d'autorisation et ses annexes.

**Article 13 :** le directeur des services du cabinet de la préfecture de la Nièvre,

- le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de la région Bourgogne,
- le maire de Saint-Parize-le-Châtel,
- le délégué militaire départemental,
- le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale,
- le chef du service interministériel de défense et de protection civiles,
- le directeur départemental des services fiscaux,
- l'ingénieur de l'Industrie et des Mines à Nevers,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à la Société Anonyme de Tuyaux Matériaux et Agglomérés (SATMA), 4 rue Aristide Berges, BP 34 à L'Isle d'Abeau (38031 Cedex)

Fait à Nevers, le **19 JUIL. 2007**  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le directeur des service du cabinet,



Renaud NURY.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois, auprès du Tribunal Administratif de Dijon - 22 rue d'Assas - BP 61 - 21016 DIJON CEDEX.

Objet : arrêté portant autorisation d'utilisation de produits explosifs dès réception au bénéfice de la Société SATMA pour la carrière des Queuldres à Saint-Parize-le-Châtel (Nièvre).